

La situation sanitaire en Algérie

Un de nos camarades, Pierre Court, parti en Algérie comme médecin au lendemain des accords d'Evian, vient de nous faire parvenir d'intéressantes informations que « Tribune Socialiste » est heureuse de communiquer à ses lecteurs.

D EPUIS le mois de mai 1962, environ 150 médecins et infirmiers français, parmi lesquels nombre de nos camarades, ont travaillé comme volontaires dans les services sanitaires d'Algérie.

Au début il s'agissait de soigner dans des conditions de fortune, dans des cliniques réquisitionnées par le F.L.N. les innombrables victimes de l'O.A.S. ; ultérieurement il a fallu pallier — tant bien que mal — la fuite des médecins pieds-noirs partis en abandonnant leurs malades et leurs services hospitaliers. Il a fallu faire front à l'immense pathologie de l'infection, de la famine, et de l'anxiété. Inutile de préciser que l'aide des médecins démocrates français, apportée simultanément avec celle de gouvernements étrangers (U. S. A., pays de l'Est, Yougoslavie, Syrie, Egypte) eut une grande valeur symbolique mais ne suffit nullement à satisfaire l'immensité des besoins.

Par ailleurs, il est remarquable de noter que certaines des cliniques utilisées, sans propriétaire ni statut clairement défini, sont en fait gérées collectivement depuis plusieurs mois par l'ensemble de leur personnel.

Les problèmes.

Avant l'Indépendance il y avait en Algérie 2.000 médecins soit 1 pour 5.000 habitants (1 pour 1.000 en France). Mais ce chiffre moyen masquait une très grande inégalité dans la répartition par région. Alger et Oran villes de peuplement européen, avaient une densité médicale comparable à celle de la France, cette densité devenait par contre très faible dans certaines régions comme le Constantinois, où l'on trouvait les chiffres extrêmes de 1 médecin pour 50.000 habitants et même 1 pour 100.000.

Actuellement la situation est encore aggravée du fait du départ de la majorité des médecins pieds-noirs et de la faiblesse numérique des médecins algériens (150 à 200 sur 2.000 médecins).

Mais le problème le plus angoissant est certainement le manque de personnel paramédical compétent (infirmiers, assistantes sociales, sages-

femmes, anesthésistes, etc.).

En effet les possibilités de travail d'un médecin, surtout dans le bled, sont décuplées, s'il peut s'appuyer sur des auxiliaires nombreux et expérimentés.

Or, en septembre à l'hôpital Mustapha d'Alger, il ne restait plus que 55 infirmiers sur 260 et 60 aides-soignantes sur 546.

On mesure à ces chiffres la terrible carence du système colonial dans le domaine de l'enseignement professionnel, sans parler des autres domaines de l'enseignement et de la formation).

Les solutions.

Les autorités algériennes se sont attaquées résolument à ces problèmes : d'abord, un certain nombre d'infirmiers de l'A.L.N., mûris à la dure école des maquis ont été immédiatement affectés à des postes civils en même temps que des contrats intéressants sont offerts à la main-d'œuvre étrangère (essentiellement française).

Surtout, de tous côtés, patronnés par des organismes divers (armée - Croissant-Rouge - Assistance Publique - Municipalités - U.G.T.A. - enseignement technique) s'organisent des cours de formation d'auxiliaires médicaux, soit d'une durée normale de 2 ans, soit d'une durée accélérée de 3 à 6 mois.

L'idée dominante est que chacun doit apprendre à celui qui sait un peu moins.

Ces divers enseignements déjà en voie de réalisation s'inspirent directement du Programme de Tripoli qui comporte les autres points suivants concernant la Santé :

a) Développement d'un service national de santé qui prend en charge tous les hôpitaux et installations sanitaires.

Ce service national de santé fonctionnera avec les médecins de plein temps qui bénéficient de meilleures conditions de travail et de recherches et peuvent seuls accéder à la carrière universitaire et hospitalière.

b) Campagnes avec l'aide des organisations de masse et de l'armée contre les épidémies, les maladies contagieuses et pour le développement de l'hygiène et l'amélioration de la santé.

Il semble que les responsables soient décidés à appliquer rapidement la totalité de ce programme.

Dr P. C.